RÉVÉLATIONS SUR LES MENÉES FRANQUISTES au Maroc *après* le rendez-vous de Tétouan

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Soixantième année. — N° 384
JEUDI 25 FEVRIER 1954
Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
RÉDACTION-ADMINISTRATION :
145, quai de Valmy, Paris (10e)
C.C.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 1 AN : 1.000 fr.
6 MOIS : 500 fr.
AUTRES PAYS : 1 AN : 1.250 fr.
6 MOIS : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Préparons la Grève Générale

Les enseignements des grèves d'Août et de la journée du 29 Janvier 1954

EN août dernier, la classe ouvrière a montré sa capacité de lutte, sa puissance, son courage, et cela malgré le travail de démoralisation mené depuis des années par les défaitistes, par ceux qui n'ont pas confiance dans la classe ouvrière, y compris les « grands chefs » syndicaux qui avaient tout fait depuis la Libération pour décourager, démoraliser les travailleurs par leurs combines, leurs politiques partisanes, leurs divisions, leurs grèves à tout propos et à propos de rien, leurs manœuvres contre les grèves vraiment populaires (rappelons la grève de 47 chez Renault, étendue à toute la métallurgie de la Région Parisienne, malgré l'opposition de la C.G.T. au début et ses manœuvres pour dévier ensuite la grève vers des revendications pour les primes de rendement).

En août, la même classe ouvrière qui avait refusé de marcher pour Duclos en 52, entra en lutte, d'elle-même, obligeant les Centrales à marcher l'épée dans les reins.

En août, la classe ouvrière comprit que le gage de la victoire était l'unité, au besoin malgré les dirigeants des centrales syndicales (les postiers F.O. et C.F.T.C., désavouèrent leurs dirigeants traîtres et continuèrent la lutte malgré eux), ils comprirent qu'on pouvait mettre les chefs syndicaux au pied du mur et au besoin agir sans eux, dans les Comités de Grève désignés dans l'unité et la démocratie ouvrière au cours des Assemblées. A ce moment, les travailleurs attendaient de la C.G.T. l'ordre de grève générale étendu à la métallurgie, au bâtiment, aux mines, etc..., mot d'ordre qui ne vint pas. Ce mot d'ordre de grève aurait rendu impossible la trahison de F.O. et de la C.F.T.C. ou aurait ôté toute portée à cette trahison.

Le 29 janvier, la classe ouvrière a hésité. La confusion, l'imprécision des directives des centrales furent la cause de la limitation du mouvement. Et pourtant, beaucoup de travailleurs ont agi parce qu'il y avait un mot d'ordre populaire (bien qu'insuffisant), celui du minimum garanti à 25.166 fr. pour 173 heures de travail et une certaine unité des syndicats, la C.G.T. s'étant ralliée aux mots d'ordre de F.O.

Mais les travailleurs auraient marché si au lieu des débrayages partiels et limités préconisés par la C.G.T., F.O., la C.F.T.C., ils avaient vu les syndicats lancer les mots d'ordre de grève générale.

Les travailleurs ont hésité parce qu'ils ont vu dans le 29 janvier, une action trop limitée pour être efficace.

PLUS QUE JAMAIS.

La classe ouvrière est prête à agir contre la misère, pour ses revendications, mais DANS L'UNITE, PAR LA GREVE GENERALE.

Les travailleurs ne veulent plus des grèves partielles, des mouvements limités ou tournants que jusqu'ici préconisaient les directions syndicales — même la C.G.T. — jusqu'à ces derniers jours, et encore au cours de la grève des Postes de décembre où un responsable C.G.T. disait : « Nous préférons trente grèves de 24 heures à une grève d'un mois. » Les travailleurs savent que ces mouvements parfois ridicules (on a préconisé en certains points des grèves de 3 minutes !) ne font que diviser la classe ouvrière et permettre au patronat de battre les travailleurs éparpillés, de les décourager et les vaincre.

(Suite page 4, col. 1.)

L'ABBÉ vous PARLE

La courageuse initiative de l'abbé Pierre ne serait pas aussi spontanée que l'on aurait pu le croire. Le Saint Homme vient de se trahir dans un discours radiodiffusé. Reprenant le baratin paternaliste du gouvernement sur la noblesse du travail, la grandeur de la patrie, sa mission civilisatrice aux colonies, il n'hésita pas à citer en exemple des ouvriers qui après 16 heures de travail par jour trouvaient le temps de construire leur maison ! Tout se passe comme si l'abbé voulait donner sa caution au plan fasciste d'apaisement et de collaboration de classe. Après cela, monsieur l'abbé, la population ne se laissera plus tromper, par votre démagogie pseudo révolutionnaire. (Nous pensons, entre autres, à la tente plantée sans l'autorisation du préfet !) Les travailleurs ne s'en laisseront pas compter par les grandes phrases creuses sur l'amour (sous entendu des patrons !) ils savent que la seule solution valable est l'action révolutionnaire.

Si M. l'abbé estime nos propos injustifiés, qu'il ait le courage de dénoncer le coupable : le profit capitaliste et ses complices et coprofiteurs dont la Très Sainte Eglise Catholique, Apostolique et de plus en plus Romaine et de remettre en place tous ceux qui profitent de son œuvre pour leur propagande, ou pour tenter de détourner la juste colère du peuple.

Le Libertaire, grâce aux informations de nos camarades marocains, est seul en mesure d'apporter les précisions qui permettent de montrer sous son vrai jour la valeur de la politique de Franco vis-à-vis de l'Islam.

Nous publions ci-dessous les documents que nous fait parvenir notre camarade Ben Khacem plus particulièrement sur la zone sous occupation espagnole et nos lecteurs trouveront en page 3 une longue étude sur la situation dans la zone sous occupation française.

Les véritables mobiles de la « démonstration de Tétouan »

IL faudrait avoir la myopie de ces « Messieurs de la Carrière », en grande majorité sympathisants de Franco et de son régime clérico-policier, pour s'imaginer que les « Démonstrations », organisées tout dernièrement à Tétouan par Carcia-Valino, Haut Commissaire de cette zone marocaine, prêtée par la France à l'Espagne, avaient uniquement pour objectif de remettre entre les mains des nationalistes et du Khalifat, ce que l'on désigne improprement sous le qualificatif de « Maroc Espagnol » ; étant donné que le Maroc forme une entité qui continue à être placée sous l'autorité morale de S. M. Ben Youssef, actuellement exilée.

Il en est tout autrement, les « Marchands de Canons » de Wall Street, veulent la guerre et leur course aux armements nécessite des matières premières qu'ils ne peuvent trouver nulle part ailleurs qu'en Afrique, aussi sont-ils avant tout désireux de confisquer le Continent Africain pour leur propre compte. Se heurtant à des situations déjà acquises, ils cherchent par tous les moyens à éliminer leurs concurrents des trusts européens (français, anglais, belges, etc.). Ils ont déjà commencé depuis longtemps à poser des jalons. Que nos lecteurs se souviennent du fameux point IV°, dit d'aide aux pays arriérés et qui, sous le vocable de missions sanitaires, culturelles, etc... cachait les activités d'agents de trusts économiques.

L'Espagne, dont le dictateur Franco doit son maintien au pouvoir à la coalition du Vatican et de Washington, était donc le pays rêvé pour servir de tremplin aux ambitions américaines, car, si la démonstration de Tétouan était couverte de succès et si les réactions de Bidault n'avaient pas empêché la proclamation de l'Indépendance et l'intronisation du Khalifat comme Sultan, avec juridiction sur tout le Maroc, cette portion de l'Afrique du Nord serait aujourd'hui indirectement placée sous tutelle américaine.

Les conseillers financiers de Franco, ne sont-ils pas inféodés à Wall Street et les principaux ne sont-ils pas : le banquier Hassan, domicilié à Tanger, conseiller commercial de la Légation du Portugal de cette ville, véritable animateur de la zone internationale, placée sous l'autorité de son homme de paille Luis Archer, président d'honneur des « Chemises Vertes de Salazard », flanqué d'un chef de cabinet, Sanchez Llamusi, qui cumule ses fonctions avec celles d'attaché culturel de la Légation d'Espagne et de directeur des Services du Tourisme et d'Information de Tanger (par information il faut sous-entendre police secrète de la Phalange fonctionnant avec les crédits qui lui sont alloués par

Mustapha BEN KACEM.

(Suite page 2, col. 2.)

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Eteignoir de la Révolution d'Indochine

LA fin de la guerre d'Indochine est à l'ordre du jour. L'impérialisme français, d'échecs en échecs, a prouvé qu'il était incapable de s'opposer seul à la marée des bouleversements populaires. Mais contrairement à l'impérialisme anglais en Grèce il ne peut accepter la relève pure et simple par l'impérialisme américain (ou ses mercenaires sud-coréens).

La relève par des mercenaires vietnamiens n'a donné que des résultats dérisoires et la saignée de l'armée française et de l'économie bourgeoise continue. L'impérialisme militaire français s'enlise dans la jungle asiatique. L'hémorragie qui frappe l'armée française ne peut par contrecoup qu'accroitre les forces populaires en France en affaiblissant le potentiel répressif, Cependant si cet aspect du drame est positivement révolutionnaire, on ne peut négliger que malgré leur supériorité les peuples en révolution d'Indochine font eux aussi les frais de l'opération et que l'effort stérile prolongé qui leur est imposé est un lourd handicap sur le chemin de la révolution mondiale.

La guerre c'est l'usure de l'impérialisme français, la fixation de ses forces de répression aux antipodes de la classe ouvrière française, oui, mais c'est aussi chaque jour des villages brûlés, au napalm, des populations fuyant les champs, les travailleurs tombant dans les rizières et la forêt, des milliers de bras qui ne travaillent que pour la guerre dans les usines de la montagne ou dans les convois au long des pistes. Un impérialisme qui vacille et un peuple qui s'aguerrit, certes, mais aussi un peuple dont le martyre continue.

La paix, le départ des oppresseurs étrangers peut être un nouveau départ vers la révolution.

Mais pas n'importe quelle paix. Toute l'expérience historique passée rend suspecte une paix conclue entre les « grands », qu'ils soient 5 ou 4 ou 3. Car les « grands » ont amplement prouvé que lorsqu'ils arrivaient a un accord, ce ne pouvait être que sur le dos des « petits », de tous ceux qu'on n'invitera jamais à la table des diplomates hors classes. C'est pour cela que la conférence de guerre réunissant les 4 de Berlin plus la Chine de Mao Tsé Toung est a priori suspecte. Des colloques des grands ne sort que la misère des petits. La sagesse populaire rejoint ici le cours de l'histoire. Les rencontres de **Yalta, Potsdam**, etc... ont consacré le partage du monde entre les impérialismes, le partage des peuples entre les occupants rivaux. la **Corée** et l'**Allemagne** sont encore les témoignages douloureux des « accords » des grands. Et il est improbable que de **Genève** sorte autre chose qu'une nouvelle délimitation en zones d'influences, un nouveau dépeçage de peuple, un nouvel essai de fixation, sur la carte, des ambitions des grands protecteurs.

L'élimination des peuples d'Indochine du débat montre que les impérialismes occidentaux cherchent un accord avec leurs rivaux par-dessus la tête des peuples coloniaux. Et cela est particulièrement vrai du gouvernement français qui refuse toute négociation avec son adversaire vietnamien sans s'entendre avec Moscou ou Pékin sous prétexte qu'il vaut mieux s'adresser au Bon Dieu qu'à ses saints.

D'autant plus que le Bon Dieu en question n'a pas hésité à sacrifier ceux qui passaient pour ses saints. La diplomatie soviétique porte en effet la responsabilité du lachage des républicains grecs et de la liquidation de Markos, comme aussi du torpillage des révolutionnaires iraniens en Azerbaïdjan et de la disparition de Peschaveri. Dans ces deux cas des mouvements populaires ont été immolés à l'entente soviéto-américaine car ayant éclaté dans des pays que des accords entre « grands » avaient classé « zone occidentale ».

De même l'U.R.S.S. a peu soutenu les soulèvements qu'elle ne contrôlait pas directement en Yougoslavie pendant la guerre et ensuite en Chine parce que des accords diplomatiques conclus avec les Occidentaux ne lui laissaient pas les mains libres en ces pays. De même aucune aide décisive n'a jamais été apportée aux Nord-Coréens dans leur offensive sur Fusan. De même l'aide fournie aux républicains vietnamiens n'a porté que sur du matériel acheté par ces derniers et l'armement lourd fait encore entièrement défaut.

Plus les insurrections sociales éclatent, loin de Moscou, plus l'aide est réticente, plus la trahison est aisée. La bureaucratie « soviétique » ne peut que diriger ou trahir. Le stalinisme assassine volontiers les révolutions dont il n'est pas maître. Et le monde peut connaitre de nouvelles Espagnes.

Les révolutions des peuples d'Indochine échappent au contrôle de Moscou (comme de Pékin) et l'idéologie stalinienne ne les influence que partiellement. Il est encore possible de les voir aboutir à autre chose qu'au totalitarisme bureaucratique. Dans ce doute leur sont dus la sympathie et l'espoir de tous les révolutionnaires, comme leur sont dues la suspicion et la crainte de tous les grands Etats.

A Genève l'internationalisation du règlement indochinois tend à la fixation de zones d'occupation divisant le Vietnam et l'Indochine entière, à la cristallisation de la contre-révolution et au compartimentage de la révolution. Actuellement la Révolution en Indochine est partout : clandestine dans la zone occupée par la France, ouverte ailleurs. A Genève les Grands, s'ils tombent d'accord, ce serait pour l'étouffer partout.

La seule issue souhaitable demeure le retrait du corps expéditionnaire, et sa dissolution. Hors de cela il reste encore mille moyens d'écraser et d'anéantir les Indochinois.

La phase des opérations militaires approche de sa fin, l'impérialisme défait engage la phase en opérations diplomatiques à grande échelle avec l'impérialisme concurrent.

J. PRESLY.

Rétablissement du Commerce Est-Ouest :

Les impérialistes de l'Ouest et de l'Est baissent le masque

LE développement actuel du commerce entre les pays capitalistes traditionnels de l'Ouest et les pays d'économie stalinienne est significatif à bien des points de vue.

Au cours de la réception que les hommes d'affaires britanniques ont offerte à Mihoyan, ministre du Commerce de l'U. R. S. S. et à d'autres hauts bureaucrates staliniens, J.B. Scott, de la Société Compton-Parkinson a fait la déclaration suivante :

« Nous sommes ici en tant que businessmen. Nous croyons à l'extension du commerce anglo-soviétique. Nous croyons à l'amitié anglo-soviétique. Nous croyons à la paix. Nous ne voyons pas pourquoi nos drapeaux ne flotteraient pas l'un près de l'autre à l'avenir.

« J'espère que nous pourrons passer à l'exécution du grand programme tracé cet après-midi par le ministre. M. Kabanov nous a fait une proposition capitale, buvons à sa santé- »

Cette déclaration contient pour les révolutionnaires une grande signification. car elle représente parfaitement la pensée des capitalistes occidentaux. Ces derniers ne croient pas au danger révolutionnaire représenté par l'U.R.S.S. car tout aussi bien que les révolutionnaires et certainement mieux que les classes ouvrières de l'Ouest, ils savent que le système économique de l'U.R.S.S. actuelle est beaucoup plus proche de leur propre système que le socialisme, ce dernier même pris au sens le plus large du mot.

Si depuis la mort de Staline, une certaine détente s'est produite entre les deux blocs, cela ne tient pas aux changements de politique internationale. La guerre d'Indochine redouble, tout au contraire. En Corée, les négociations ne vont guère mieux que du temps de Staline. Aux U. S. A., le maccarthysme redouble et en U. R. S. S. les attaques contre l'Amérique aussi. L'échec récent de la conférence de Berlin est là pour confirmer davantage cette thèse.

Mais depuis la mort de Staline quelque chose a changé dans les pays de l'Est. Cela s'est traduit par le développement du commerce et, dès que celui-ci se développe d'une manière concrète, les capitalistes occidentaux croient à l'amitié occidento-soviétique, croient à la paix, etc...

Ce qui démontre qu'en définitive la grande haine des bourgeoisies occidentales et des bureaucraties staliniennes n'est qu'une haine d'intérêts impérialistes qui s'adoucit dès que les oppositions d'impérialisme s'atténuent.

Mais le fait que les bureaucrates staliniens rétablissent le commerce avec les pays occidentaux revêt une signification toute particulière pour un nombre in-

P. PHILIPPE.

(Suite page 4, col. 6.)

Le fiasco de la Conférence de Berlin

APRES plus de trois semaines de discussions, de manœuvres diplomatiques et de combinaisons de toute espèce, la Conférence de Berlin vient enfin de se clore. Comme on pouvait aisément le prévoir, absolument rien de positif n'en est sorti. Un seul résultat cependant : les Quatre ont décidé de se réunir le 26 avril à Genève avec la Chine communiste et les Etats intéressés pour examiner les problèmes coréens et indochinois. Mais les questions fondamentales, celles qui sont véritablement à l'origine de la tension, les problèmes allemand et autrichien, n'ont pas été résolues. Des deux côtés aucune concession, aucune initiative de compromis n'ont été prises à leur sujet. Bref, dans l'ensemble, rien de nouveau n est sorti de cette Conférence, rien qui permette de prévoir un changement dans les rapports entre l'Est et l'Ouest, rien qui nous fasse conclure à une évolution des positions respectives.

Pourquoi cet échec, pourquoi cette impuissance à résoudre les différends essentiels ?

Molotov, comme ses adversaires occidentaux ne sont pas venus à Berlin avec le dessein de s'entendre sur l'Allemagne. Les positions des deux camps durant ces semaines de discussions n'ont nullement changé ; bien au contraire, elles se sont confirmées et durcies. Le représentant du Kremlin a fortement insisté pour qu'une égalité complète soit établie entre les deux Allemagnes. Les Alliés, eux, ont affirmé la nécessité pour l'Allemagne, de choisir librement ses alliances. Or, pour l'U.R.S.S., une telle proposition est tout à fait inacceptable. Son application entrainerait, en effet, l'adhésion de l'Allemagne à l'O. T. A. N. et, par conséquent, provoquerait un renforcement du Bloc occidental, une régénérescence de l'Allemagne et fatalement des exigences pour un révision des frontières à l'égard des démocraties populaires européennes.

Les diplomates se sont donc, pour le moment, contentés d'accepter tacitement le statu quo, c'est-à-dire, la division de l'Allemagne et de penser à une certaine neutralisation. Nous avons dans ces colonnes (« Libertaire » n° 381) analysé les causes profondes qui entraineraient un échec certain de la Conférence. Rappelons-les rapidement en quelques mots :

1) Le bloc Ouest est dominé par l'impérialisme U.S. Or celui-ci est en proie à une crise économique dont l'ampleur ne fait que s'accroitre. Une politique extérieure de raidissement, permettant une intense production de guerre et un autoritarisme extrême à l'intérieur, peut seule résoudre provisoirement ou plutôt parer à cette crise.

2) Le bloc Est tente d'affaiblir le bloc impérialiste en profitant des divergences qui y existent. La dislocation du camp occidental et la non réalisation de la C.E.D. sont, en effet, pour l'U.R.S.S. les objectifs de premier plan.

C'est avec ces buts, ces préoccupations, c'est au nom des intérêts de la bureaucratie du Kremlin ou de ceux des trusts américains que les diplomates se sont rencontrés et ont conversé. Quant aux intérêts des peuples, quant à leurs aspirations, Molotov aussi bien que les valets de Wall Street n'en ont eu nul souci.

Cependant, les prolétaires de tous les pays et avec eux l'ensemble des masses populaires comprennent qu'on les bafoue et qu'on les berne. Les régimes d'oppression, que ce soit les impérialismes occidentaux ou les dictatures d'une poignée de bureaucrates dans les nations de l'Est, ne peuvent cacher leurs faiblesses réelles et ne parviennent pas à résoudre leurs contradictions. La marche de l'Histoire se poursuit inexorablement et les efforts, les combines de leurs diplomates ne peuvent empêcher le dénouement final.

Jean MASSON.

Combat "TROISIÈME FRONT" aux U.S.A.

UNE information de Chicago communiquée par le journal « Industrial Workers » signale qu'il a été distribué dernièrement plusieurs milliers de manifestes en faveur du « 3e Front », dont les principaux animateurs en sont le « Libertarian Socialist Committee » et les « Peacemakers ».

Le bureau de l'I.W. signale également qu'à Chicago ont été affichées de nombreuses affiches avec les inscriptions : « Contre les deux blocs : capitalisme, non ; stalinisme, jamais. Pour une troisième position ».

Les affiches citées se référaient à l'hypocrisie de la célébration des Fêtes de Noël avec des messages de paix pendant que les gouvernements intensifiaient leur production d'armement et préparaient une nouvelle tuerie de proportions mondiales. En conclusion, les animateurs du « 3e Front » déclaraient que la garantie effective de paix radicale était en un réel changement social pour établir de meilleures conditions économiques sous contrôle ouvrier, qui devrait créer une industrie prospère et supprimer définitivement la fabrication des produits de guerre.

*

En relation avec la campagne nord-américaine en faveur du « 3e Front », on annonce la constitution d'une Fédération de groupes dans le « Midwest ».

D'autre part, dans le « Labor Temple » de New-York a été tenue une réunion en faveur du 3e Front à laquelle participèrent les représentants des « Peacemakers », la Ligue socialiste indépendante, le Comité socialiste libertaire, la Ligue de la jeunesse socialiste et autres groupes.

Retenez votre soirée du

26 Mars 1954

GRAND GALA RÉGIONAL DE LA F. C. L.

SALLE DE LA MUTUALITE
24, rue Saint-Victor, Paris

*

Un merveilleux programme vous sera présenté

avec le concours de
LETY - BEN SEGURA
REMY CLARY
PICOLETTE
MARCELLE et JULES

« Haine du pauvre »

LA pitié est à l'ordre du jour : les vieilles filles s'agitent, les journaux bourgeois ont la larme commerciale, les quêtes s'organisent. Même les flics, sous l'œil attendri des journalistes, jouent à l'ange gardien, veillent paternellement sur la santé des clochards, invitent avec douceur (du moins tant que les journalistes sont là) et sans demander leurs papiers à prendre le café, ceux qu'ils pourchassaient hier pour vagabondage.

Enfin, le problème de la misère va être résolu. La presse, le cinéma, la radio, la télévision nous ont révélé un sauveur : l'abbé Pierre. On l'a comparé à Saint-Vincent de Paul, ce qui, somme toute est assez rassurant, chacun sait que Monsieur Vincent n'a pas supprimé les galères. Pendant ce temps, au Parlement, d'autres abbés refusent les subventions pour la reconstruction, les allocations familiales, rognent sur le budget de la Sécurité sociale, mais votent les crédits pour la guerre d'Indochine.

Cette fébrile campagne de bienfaisance n'est même pas imputable à un semblant de remords ou à un scrupule de charité de la classe bourgeoise. Il y a là un intention à peine dissimulée de camoufler l'incurie des Pouvoirs publics, les scandales du logement (et les autres !), de noyer le véritable problème : l'incapacité du régime à gérer la société, à assurer une vie décente aux populations. La bourgeoisie se lave la conscience à bon compte, la mauvaise conscience devrait-on dire, car la bourgeoisie a peur. La feuille fasciste « Dimanche Matin » l'avoue :

Au-delà de la C.E.D., du pacte atlantique, de Ho Chi Minh, de l'élection de Versailles et des plaisanteries du Palais-Bourbon, un fait, un seul, domine la vie sociale de ce pays : d'un bout à l'autre du territoire, des millions de mal-logés ont perdu toute confiance dans les promesses de ceux qui n'ont pas su donner un toit aux Français qui meurent aujourd'hui de froid au coin des rues.

Et lorsqu'un homme sain prend tout à coup conscience que le système social n'est fait que pour les autres, que la plus petite place lui est refusée, qu'il doit se résigner ou se révolter, c'est le régime qui est condamné.

Puis plus loin :

VIVE LA CHARITE QUAND MEME ! MAIS GARE A LA JUSTICE, CAR IL EST A CRAINDRE QUE LES MALHEUREUX AILLENT UN JOUR S'APPROPRIER DE FORCE CE QUI EST SI STUPIDEMENT DETRUIT.

En attendant, si nos puissants provisoires voulaient bien faire un petit effort, qui sait si ce ne serait pas bientôt le miracle — ou du moins le pire évité ?

Alors, on fait donner le clergé, Neuilly-Plaisance est ravitaillé par les corbeaux en pain et en bonnes paroles d'espoir et de résignation !

*

Mais cela ne prend plus, la charité et les sermons ne cacheront pas aux misérеux la triste réalité. D'après une statistique officielle — donc optimiste — 28 pour cent des logements de Lyon, 30 % de ceux de Lille, 35 % de ceux du Havre, et 67 % de ceux de Saint-Etienne sont insalubres. On n'a pas osé donner les chiffres pour Paris et on a volontairement oublié de donner les chiffres pour les corons et les cités ouvrières où la proportion est de 100 %. Il faut d'urgence cinq millions de logements, les mesures gouvernementales prévoient la construction de vingt mille logements par an !

Nous ne nous étendrons pas sur les scandales, ils sont la conséquence de cette navrante situation économique et non — comme les moralistes et les abbés voudraient nous le faire croire — de la méchanceté humaine. « Nous sommes tous coupables ! » titrait un hebdomadaire bien pensant, comme si les travailleurs pouvaient être coupables de leur propre misère ! Citons au hasard les escroqueries diverses : vente par appartements, expulsions, droits (?) de reprise, dessous de table, les agences immobilières, la surenchère aux prix des loyers, de la construction, etc.

Il y a les appartements inoccupés, les doubles domiciles, les expulsions au profit de personnes « qui ont le bras long ». Il nous a été, par exemple, rapporté le cas de Mme B..., rue Pye, qui fut expulsée de sa propriété au profit d'une personne possédant des appuis occultes dans un ministère. Réintégrée par décision juridique, elle fut l'objet de menaces (menaces de la faire arrêter en tant qu'agitatrice communiste !) et vexations diverses. Les services de l'urbanisme classèrent pièce habitable et refusèrent le permis de démolir pour un réduit sans fenêtre, infesté de rats, inoccupé depuis de nombreuses années, et dont les voisins demandaient la destruction par suite du danger d'éboulement

*

Depuis plus de trois ans, le foyer « Emmaüs » connaît une existence précaire. Soudain, **par hasard**, la grande presse s'empare de « cette œuvre charitable », magnifique occasion pour la bourgeoisie et le gouvernement de cacher leur responsabilité criminelle. Le froid, la misère existaient déjà, il y a trois ans, la presse catholique connaissait l'œuvre de l'abbé Pierre, **par hasard** (simple oubli!) elle n'en faisait pas mention, ou si peu, il me souvient même qu'il y eut une époque où certaines revues catholiques, aujourd'hui introuvables sur « l'apôtre des déshérités » semblaient réticentes envers l'abbé Groues, député. **Comme par hasard**, toute cette publicité éclate au moment de l'affaire des **prêtres ouvriers** et des **Dominicains**, est-ce que, **par hasard**, l'Eglise sentirait le besoin d'occuper l'esprit de ses croyants par autre chose, autre chose de plus édifiant ?

Encore **par hasard** (simple coïncidence!), la hâtive et brutale inquisition menée contre les prêtres ouvriers et les Dominicains se produit au moment où, dit-on, les jours de Pie XII seraient comptés... Des esprits insufflés par « le Malin » insinuent que l'aile ultra-réactionnaire, intégriste, de l'extrême droite fasciste de l'Eglise, chercherait à mettre le futur pape devant un fait accompli... Signalons que, **toujours par hasard**, le Père Général des Dominicains venu à Paris pour dissoudre l'Ordre français, est Espagnol... A ceux de nos lecteurs mal informés des questions religieuses, nous expliquerons que la répression contre les Dominicains s'explique par le fait que cet Ordre fait figure « d'avant-garde » au sein de l'Eglise, il inspire notamment les « Editions du Cerf » et des revues telles que « Esprit » ; d'autre part, il est le seul Ordre organisé d'une façon pseudo-démocratique, le prieur du couvent étant élu par la communauté.

*

Des enfants, des vieillards sont morts de froid et de faim. La pitié des bourgeois ne nous émeut point, la vengeance des travailleurs sera sans pitié. Aux miséreux ramassant l'aumône des riches nous répéterons le conseil que le poète Stéphane Mallarmé, à qui nous avons emprunté le titre de cet article :

« C'est le prix, si tu n'a pas peur, d'un coutelas ! »

Michel HULOT.

Au service de la propagande

Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail

MANIFESTE du COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels

La brochure, 60 fr.; franco, 75 fr.
C.C.P. Robert Joulin Paris 5561-76

Préparons la grève des Enseignants

LA grève prévue dans certains ordres d'enseignement (secondaire, supérieur, étudiants, technique) n'a pas eu lieu. En effet, elle était prévue pour le mercredi 24 février, jour où, en principe, devait venir devant l'Assemblée le vote du budget de l'Education nationale. Or, ce vote n'aura pas lieu et un nouveau douzième provisoire fera patienter.

Mais, si cette grève avait eu lieu, les instituteurs n'y auraient pas participé, car les dirigeants du Syndicat National des Instituteurs y étaient opposés. La Fédération de l'Education Nationale elle-même se contentait d'appuyer la grève des syndicats du secondaire, du supérieur et du technique. La section de la Seine du S.N.I., malgré un référendum positif, vit son Conseil Syndical décider de ne pas lancer le mot d'ordre de grève !

Samedi 20, nous avons eu la surprise de recevoir dans nos classes une circulaire émanant du syndicat C.F.T.C. des instituteurs qui, sur des positions relativement correctes, lançait le mot d'ordre de grève pour mercredi 24.

Voilà où nous conduit la direction ultra-réformiste de notre syndicat : à faire apparaître comme les seuls mots d'ordre valables ceux du syndicat S.G.E.N. de la C.F.T.C., au service des Barrachin, Barangé et de **tous** les anti-laïcs.

Il est temps de réagir, d'imposer à notre direction, aux Lavergne, Forestier, Ruff et consorts la volonté de combat de l'ensemble des enseignants en agissant dans toutes les assemblées générales de sous-sections et de sections.

CLERMONT.

Les menées franquistes

(*Suite de la première page*)

l'administration, Llamusi est très compétent en la matière, car, au cours de l'occupation de Tanger par les sbires d'Hitler, il était un familier de l'ambassade d'Allemagne et du premier secrétaire le major von Ritter).

Comme Franco a du « cœur » il n'a pas oublié d'associer ses anciens complices allemands et italiens, si bien que l'on peut dire qu'un nouvel axe Bonn, Rome, Vatican et Madrid a été rapidement reconstitué.

Aux côtés de Skorzeny, on trouve à Madrid, un élément très actif de la francophobie et de l'américanophilie en la personne d'un certain Dr Juan Roger (alias Marques-Rivière, ancien commandant de la Police anti-maçonnique de Vichy), qui est quelque chose comme conseiller politique du Ministère des Affaires étrangères de Franco, en liaison très intime avec une Anglaise miss Munden, qui dirige, depuis de longues années, le département des Affaires étrangères de la Phalange. C'est chez miss Munden que réside Degrelle, l'ancien chef des Rexistes Belges lorsqu'il vient à Madrid.

Les Chefs Nationalistes Marocains se font de grandes illusions s'ils croient que leur libération s'opérera grâce à Franco, car l'Espagne franquiste est foncièrement cléricale et ils ne doivent pas oublier les termes injurieux employés à leur égard par le cardinal Ségura, archevêque de Séville, quand il déclarait dans une fulminante pastorale que « l'Espagne catholique ne devrait en aucun cas s'associer aux héritiques de l'Islam ».

Ces mêmes chefs nationalistes ont-ils oublié les conversations échangées entre Gœbels et Le Quérica, pour arriver à une entente et faire entrer l'Espagne en guerre aux côtés de l'Axe ? Ont-ils oublié également que des conversations restèrent au point mort, parce que Hitler refusa d'accorder au dictateur du Prado, le Maroc, l'Oranie et une partie des territoires Sahariens ?

Ont-ils aussi oublié et oublient-ils encore que tous les cultes, autres que ceux pratiqués par les catholiques, sont formellement interdits en Espagne, que les protestants y sont persécutés, que tous les temples sont fermés.

Oublient-ils la récente signature du concordat avec le Vatican, etc...

D'autre part que des Israélites comme Hassan (commandeur du Christ du Portugal et de l'ordre d'Isabelle la Catholique), comme Henry Pérès, président de la Chambre de Commerce Internationale, soutiennent moralement et... peut-être par d'autres moyens la politique belliciste de Franco, est aussi très étrange, car le G.P.U. franquiste n'a-t-il pas remis entre les griffes de la police allemande un certain nombre de leurs coreligionnaires qui s'étaient enfuis de France, lors de l'occupation. N'y avait-il pas encore l'année passée, dans la prison de Barcelone, un ancien ministre d'Autriche incarcéré par ordre des Allemands parce que juif !

Nous invitons instamment nos camarades marocains à mener le combat révolutionnaire pour la libération, sans compter sur Franco, sur les U.S.A. pas plus que sur Moscou et à rallier les rangs de la Fédération Communiste Libertaire, Ils mèneront là le combat libérateur, dans l'indépendance à l'égard des impérialismes, sous le signe du « 3e Front » révolutionnaire, aux côtés du prolétariat mondial.

Madrid, le 30 janvier 1954.

La signification de l'affaire Djilas

UN événement inattendu vient de se produire en Yougoslavie : Milovan Djilas a été exclu du Comité Central du P.C. Théoricien du régime, auteur d'un certain nombre d'articles, de brochures de doctrine, il jouissait d'une autorité particulière et d'une renommée assez considérable.

Au début du mois, il a exposé un certain nombre de thèses dans le journal officiel « Borba » et dans « Nova Misao » présentées, du reste, comme de « simples opinions personnelles ». Selon lui, il faut supprimer purement et simplement le Parti Communiste en Yougoslavie. Le « Léninisme, pense-t-il, doit être dépassé, car ses conceptions, si elles sont géniales, sont « périmées » (!!). D'autre part, il est certainement la source de la dictature stalinienne (!) Pour éviter ceci et pour assurer le triomphe du socialisme, le Parti doit disparaître immédiatement après son accès au pouvoir, et cela est, selon notre théoricien, la condition nécessaire au dépérissement de l'Etat prolétarien, donc à la disparition des classes. « Le Parti de type léniniste, doit se transformer en son contraire », son maintien constituerait l'obstacle primordial sur la voie du développement socialiste de la Yougoslavie. Djilas conclut finalement que « seule la démocratie qui est en développement dans notre pays est capable de résoudre les conflits de classe et de réduire les différences de classes existantes », bref, un rassemblement de braves gens, animés d'un idéal socialiste, serait suffisant.

Pour nous rendre compte à quel point cette théorie peut être antirévolutionnaire, il est nécessaire d'examiner le rôle que doit tenir le Parti (ou organisation révolutionnaire des masses) pendant la Dictature excercée par le prolétariat victorieux.

Pour que celui-ci accomplisse son rôle historique, pour qu'il n'y ait ni gaspillage ni dispersion, pour que la réaction soit définitivement écrasée, il est nécessaire d'orienter ses forces vers un même but, vers son émancipation totale et définitive, vers le communisme. Il faut donc qu'une coordination soit assurée dans le travail réalisé par les « courroies de transmission », par les « leviers » du prolétariat : coopératives, syndicats, comités ouvriers d'entreprise, organisation de jeunesse.

C'est au Parti que va être confiée, cette tâche d'orientation et de coordination et à lui seulement. Car c'est dans le Parti que se rassemble l'élite du prolétariat, c'est le Parti qui donne à ses adhérents la meilleure formation leur permettant d'être les guides et les organisateurs de leur classe. C'est le Parti qui, grâce à son expérience, peut constituer la « force directrice » du mécanisme du pouvoir ouvrier. Car c'est lui, l'organisation spécifique révolutionnaire qui, selon l'immortelle parole de Lénine, « est la forme suprême de l'union de classe du prolétariat ».

Comme il est un instrument de conquête, le Parti doit être aussi un moyen de consolidation. Son rôle ne prendra fin que lorsque la dictature révolutionnaire aura elle-même disparu, c'est-à-dire lorsque la société communiste sans classe sera instaurée.

Mais nier le Parti comme le fait Djilas, nier son rôle pendant la construction du socialisme équivaut à favoriser la réaction bourgeoise en affaiblissant et en désarmant pratiquement le prolétariat. Il ne s'agit donc pas là seulement d'une déviation réformiste ou d'une conception erronée, mais bien d'une trahison doublée d'une invraisemblable absurdité. Car « nier du point de vue du communisme la nécessité du Parti, c'est sauter de la veille de la faillite du Capitalisme, non pas dans la phase inférieure ou moyenne du Communisme, mais dans sa phase supérieure » (**Lénine.** « La Maladie infantile du Communisme »),

La théorie djilassiste a une autre signification si on la place dans le cadre de la Yougoslavie où elle a été formulée. Le fait que son auteur ait pu s'exprimer, témoigne de l'existence d'un milieu favorable, tout au moins guère hostile chez les dirigeants.

De plus en plus sous la dépendance économique de l'Impérialisme, le régime de Tito doit se plier à ses exigences. Les Occidentaux comprennent parfaitement le danger d'un pays construisant le socialisme, d'un P.C. yougoslave ne recevant pas d'ordres du Kremlin. Aussi, à leur aide matérielle, ils ont posé comme conditions des concessions aux classes dépossédées, une certaine « démocratisation », la suppression du Parti Unique. Djilas n'a donc qu'exprimé, mais avec une certaine audace, l'évolution dans le sens réactionnaire qui se fait sous cette pression et il reste bien dans la ligne des décisions du 6e Congrès du P. C. Y. (qui se transforme en « Ligue des Communistes »). Comment, dans ces conditions, se fait-il qu'il ait été liquidé ?

Il est certain, tout d'abord, qu'il a été trop loin dans la voie de l'opportunisme. Même dans les milieux dirigeants, on est hostile aux exigences impérialistes et l'on freine le plus possible « l'embourgeoisement » du régime. C'est ce qui explique que Tito, Kardelj et Kankovitch soient intervenus vigoureusement contre Djilas lors de la délibération du Comité Central.

N'oublions pas non plus l'hostilité bien naturelle des caméristes. Mais dans la décision du Comité Central, il faut surtout voir l'effet de la pression des militants de base. Ceux-ci, communistes acharnés, anciens partisans pendant la guerre, souhaitent ardemment la construction et le triomphe du socialisme. C'est leur indignation, leur colère devant le nouveau pas proposé vers la réaction qui a provoqué l'exclusion de Djilas. C'est leur volonté de dire non à la trahison qui s'est fait entendre aux dirigeants effrayés.

Depuis quelques mois, le mécontentement s'accumule en Yougoslavie. Le peuple commence à manifester nettement son opposition au régime. Celui-ci a également succombé à ses contradictions (état pauvre et arriéré du pays, encerclement par l'impérialisme et les pays staliniens). Mais la bureaucratie privilégiée au pouvoir qui s'est compromise honteusement avec les pays capitalistes, n'a aucune base solide. Et malgré ses efforts, le temps n'est pas loin où elle succombera sous les coups du prolétariat yougoslave qu'elle trahit et bafoue.

Jean MASSON.

ABONNEZ-VOUS AU « LIBERTAIRE »

ITALIE

Crise économique et collaboration de classes

Démo-Chrétiens et Parti Communiste

SI la crise de l'impérialisme entraîne un peu partout toute une chaîne d'agitations et de luttes qui intéressent des secteurs toujours plus vastes de travailleurs et de masses populaires, en Italie le mouvement des masses touchées par cette crise entraîne à son tour un nouveau genre de crise : ce que nous pourrions appeler la crise de la « collaboration de classes ».

Depuis que la bataille politique, laquelle, jusqu'au 7 juin 1953, avait subordonné et utilisé les luttes et les revendications des travailleurs aux seules fins électorales, a dû laisser place à la bataille syndicale, ce genre de crise s'est manifesté en plein développement, aussi bien de la part du parti démo-chrétien qui, sur sa formule de collaboration de classes, a toujours basé sa tactique de gouvernement, que de la part de l'opposition social-communiste, qui met aussi sa politique sous une forme de collaboration de classes, négligeant les intérêts de classe du prolétariat italien au profit des intérêts nationaux propres à la démocratie bourgeoise.

La bataille syndicale se résume ainsi : par les luttes des partis contre la loi par laquelle le gouvernement voudrait se rendre juge du différend économique soulevé par les travailleurs, en leur interdisant le droit de grève et en refusant ainsi l'augmentation nominale de 5.000 lires à la base, ou l'institution de « l'échelle mobile » ; par les luttes des travailleurs de l'industrie pour la mise en commun des différents moyens de rétributions du salaire de base (réduit à un tiers de la rétribution totale), pour une amélioration générale des salaires ; pour la suppression des abattements de zone existants d'une province à une autre concernant le coût de la vie ; par les luttes des travailleurs agricoles pour l'augmentation des rentes familiales et de l'assistance aux chômeurs, revendications entrant dans le cadre pour la réforme agraire ; par les luttes des travailleurs du textile pour une grosse production de masse à bas prix, d'où soulagement de la crise dans ce secteur, contre la fermeture des fabriques de textiles, contre le plombage des fuseaux, contre les licenciements en masse ; par la lutte désormais fameuse des travailleurs métallurgistes contre les licenciements et le chômage.

Toutes ces luttes, entrant dans une phase aiguë après que la crise du gouvernement, due aux élections du 7 juin, ait poussé la classe dominante à accentuer sa dictature dans les usines et dans le pays, ont acquis une certaine importance, surtout dans le problème de l'unité syndicale. Enfin, il n'y a pas eu une grève de caractère provincial ou national, de catégorie ou de secteur, où l'on n'ait pas remarqué une certaine unité syndicale. Il est certain que les dirigeants des syndicats scissionnistes, craignant la pression des masses, en sont venus à réaliser une unité syndicale, mais dans le but de limiter l'action et les revendications même des travailleurs. L'unité par le haut des centrales syndicales a été utilisée pour exercer un frein sur les actions des masses ; la fonction limitatrice des syndicats catholiques et sociaux-démocrates a pu être expliquée aussi par l'intervention du gouvernement avec promesses d'une part et propositions de médiation d'autre part. Ainsi, les grèves des travailleurs de l'Etat ont pu avoir lieu seulement le 11 décembre, peu de temps avant les vacances parlementaires de fin d'année et la grève des six millions de travailleurs de l'industrie a pu avoir lieu seulement le 15 décembre, à presque trois mois de distance de celle effectuée le 24 septembre, qui avait été la première affirmation de la renaissance de l'unité syndicale.

L'euphorie du 7 juin électoral avait permis de donner la priorité à l'action parlementaire sur la question proprement syndicale, et de cette tactique avait bénéficié, seule, la classe patronale-gouvernementale qui, ainsi, ne pouvait craindre l'action directe des travailleurs. Mais voici que, par suite des votes du Parlement, le gouvernement porte soudain un coup au niveau de vie des masses, avec de discrètes augmentations des loyers et des tarifs ferroviaires ; voici que les Directions des administrations I.R.I. continuent à envoyer des lettres de licenciements aux subordonnés ; voici que l'industriel Marinotti du monopole Snia Viscosa, met en liquidation l'usine Pignone, quand celle-ci donne un rendement inférieur aux capitaux investis à l'étranger, pour la construction d'une usine aux colonies.

Avec une situation de ce genre, voici que l'on entend parler de crise de la collaboration de classes, en rapport avec la position du parti du gouvernement. Le journal du Parti communiste italien fait ressortir les contradictions des démo-chrétiens ; il relève que, dans ce parti, cohabitent des hommes qui, aujourd'hui, parlent d'une « ouverture sociale » et des défenseurs des agraires calabrais ; le maire de Florence, La Pira, qui doit défendre les licenciés de la Pignone, et un président du Conseil, Pella, dont le gouvernement reposait sur le vote de l'armateur monarchiste Lauro ; un dirigeant du C.I.S.L. catholique, proclamant la grève des travailleurs de l'Etat, et les mêmes ministres contre lesquels les travailleurs se mettent en grève, etc... Tout ceci est d'autant plus vrai que le maire de Florence, La Pira, s'alarme, il crie que ce ne sont pas les discours de Togliatti, ni de Di Vittoria qui font la fortune des communistes, mais bien les faits « antichrétiens », comme la fermeture de l'usine Pignone, et il en appelle au cardinal, à Pella, au Pape, pour empêcher les licenciements. Et, face à la crise, le Vatican se replie sur une nouvelle stratégie, celle de former une « base missionnaire », organisée sur la même base que les cellules communistes, pour la présenter aux masses populaires comme un facteur de « renouveau » et de « justice sociale ».

Il semble que le Pape soit en train d'élaborer une doctrine de caractère social qui devra renouveler le fameux « Rerum Novarum » de Léon XIII et « Quadragesimo Anno » de Pie XI.

A part ces tentatives de reblanchissage des tombeaux, ce qui nous importe le plus, c'est de voir que cette collaboration des classes entre en crise de plus en plus, sur toute la ligne. La formule de collaboration de classes des staliniens pour la défense de la démocratie bourgeoise et pour l'indépendance nationale va, elle aussi, en périclitant, comme celle ci-dessus décrite. Les vacances de fin d'année, qui ont apporté une trêve sur le plan des luttes, aboutit de nouveau aux luttes engagées en 1953.

Il ne sera pas facile de sacrifier à la cause perdue de la collaboration de classes les exigences de classe des travailleurs italiens.

L. PARODI.
(Corresp. des G.A.A.P.)

LES ÉTUDIANTS F. C. L.

Tous les Etudiants iront en masse au grand meeting organisé le 26 février à 16 h. 30, dans la cour de la Sorbonne, afin de manifester leur solidarité aux peuples coloniaux martyrisés et leur volonté de voir les corps expéditionnaires et les troupes d'occupation rappelés dans la métropole.

LES ETUDIANTS DE LA F.C.L.

Laveau	500	Coudret	100	Un Breton	1.000
Blanchet	1.000	X...	90	Tiar	1.000
Fetting	200	Jean-Claude, Aulnay	100	Un gazier	150
Christian	1.000	Gary, Aulnay	200	Chapelain	400
Michel, Versailles	170	Boinet	2.000	XX...	25
Philippe	1.500	Ferdy	100	Maggi	100
Caron	2.500	Robin	40	Chanvat	100
Masson	500	Ferdy.	50	Paris XIXe	1.800
Prunié	1.200	Goût	30	François M.	1.000
Moine	3.000	Lalame.	30	Manuel	60
Mulot	300	Lelong.	200	Gpe Narbonne	2.000
Fenicia	500	Prats	200	Copetti	200
Fontenis	500	Benton	190	Clauzel	500
Cadiot	1.000	Olive	300	Roche.	200
Thébault	350	Chamelle.	100	XX...	150
				Rochery	2.000
				Melin	100
				Lefranc	475
				Lardel.	600
				Costa	1.000
				Vajaille	500
				Fougeray.	200
				Gpe Clermont	6.800
				7e Région.	2.000
				Esp	1.200
				Doukhan	200
				Melet	1.000
				Moine	200
				Marco et André	1.200
				Donnet	1.000

Demain il sera trop tard !

Camarades,

SOUSCRIVEZ

dès aujourd'hui

LE LIBERTAIRE ATTEND VOTRE AIDE

Les crimes du colonialisme

POINT DE VUE SUR LA QUESTION MAROCAINE (1)

Un lecteur du « LIBERTAIRE » qui a vécu durant de longues années au Maroc et qui s'intéresse vivement à notre campagne anti-coloniale, nous a fait parvenir un texte important sur la question marocaine.

A l'origine cette étude était une réponse aux articles d'Emile Roche publiés dans la « Dépêche du Midi ». Evidemment, le journal radical n'a soufflé mot du texte de notre ami.

Précisons que la vice-Présidence du parti radical ne doit plus suffire à E. Roche, car celui-ci semble viser le poste de Résident général au Maroc.

Disons tout de suite que les points de vue énoncés au cours de cette étude s'éloignent plus d'une fois de nos propres points de vue (notamment en ce qui concerne certains jugements sur le patriotisme), mais les questions marocaines étant d'actualité et l'étude étant très sérieuse, nous jugeons utile de la porter à la connaissance de nos lecteurs.

Notre correspondant tient à conserver l'anonymat, nous n'irons pas à l'encontre de son désir. De toute façon, nous prenons la responsabilité de la publication de ce texte, et nous nous réservons par la suite la possibilité de faire une mise au point se rapportant à certains passages, qui tout en étant intéressants, n'en restent pas moins discutables.

Michel MALLA.

Les Quisling marocains

APRES l'établissement de notre protectorat sur le Maroc, nos premiers actes eurent pour but de nous assurer le concours de « Quisling » (avant la lettre), dociles et disposant de suffisamment d'autorité et de prestige sur la masse amorphe des indigènes pour l'amener à avaler la couleuvre de la collaboration nécessaire avec l'étranger. Après le déferlement des hordes nazies sur notre territoire en 1940 le comportement des allemands, s'ils ne s'inspirèrent pas de nos précédents coloniaux, ne fut pas différent. On les voit apporter tous leurs soins à promouvoir et stimuler le concours de personnages prestigieux aptes à cautionner avantageusement aux regards de la masse la politique de collaboration en vue de l'établissement d'un ordre nouveau en Europe, un ordre nouveau placé sous leur égide et devant s'instaurer à leur profit exclusif, comme de bien entendu. N'était-ce pas également avec quelques variantes imputables au temps et au lieu notre but officieux, sinon déclaré, au Maroc ?

Ce sera Pétain et Laval en France pour citer les principaux chefs de file comme ce furent successivement les sultans Moulay Hafid et Moulay Youssef ou les grands dignitaires comme El Mokri, Si Khadour Ben Ghabrit, le pacha de Marrakech El Glaoui, etc..., pour le Maroc. Comme pour les partisans de la collaboration entre la France et l'Allemagne, les hauts personnages partisans de la collaboration entre le Maroc et la France représenteront le pavillon qui couvre la marchandise.

On sait comment finit en France le rôle de ses aventuriers sans grandeur et sans dignité lorsque s'effondra la puissance militaire de leurs protecteurs.

Pétain, le chef prestigieux de l'Etat français, incarnation de l'honneur civique et militaire du pays, hier son sauveur et l'idole adulée de tous devenu, d'un seul, coup, le symbole de la félonie, de la lâcheté et de l'abjection. Déshonoré, sali, traîné aux gémonies, condamné à mort afin d'être mieux grâcié pour être finalement retranché des vivants jusqu'à la fin de ses jours comme prisonnier d'Etat dans une petite île côtière à l'instar de son prédécesseur Bazaine, en 1873. Laval, condamné à la peine capitale après une sinistre parodie de jugement puis exécuté dans des conditions atroces, arraché à la mort qu'il s'était donnée pour mieux être livré à celle que lui réservaient ses bourreaux.

Que cette fresque dantesque du sort réservé par nos compatriotes à ceux des leurs coupables, quels que fussent les motifs invoqués, du crime de déviationnisme, c'est-à-dire pour s'être compromis par la collaboration avec l'étranger occupant par la force du territoire national ait pu inspirer par un réflexe, somme toute naturel, le revirement du monarque marocain serait assez explicable et nous ne saurions, en toute loyauté, lui en tenir rigueur.

Mais n'insistons pas. Tout cela est pure spéculation d'ironiste, d'un fort mauvais goût ne manquerez-vous pas d'ajouter et j'en conviens, car je suis intimement persuadé pour ma part de la parfaite noblesse de sentiments et de la droiture du souverain incapable de calculs mesquins et égoïtes.

Cette explication est-elle suffisante ?

Cette explication en tous cas en vaut une autre. Elle est dans la logique des choses et, à défaut de certitude, nul ne peut la réfuter entièrement. Mais elle va nous permettre, d'ores et déjà, par contre, de démontrer comment les agissements menés à notre instigation au Maroc, pour provoquer la déposition de S. M. Sidi Mohamed Ben Youssef, ne témoignent pas ni ne procèdent de notre part, d'un esprit de raisonnement et d'introspection à toutes épreuves ainsi que d'une rigueur parfaite dans les sentiments de bonne foi, de loyauté et d'honnêteté sans cesse proclamés, cependant comme un apanage essentiel de notre caractère et, *a fortiori*, d'une qualité de franchise que l'on aurait pu croire inséparable de la qualité de Français.

Elle tendait bien davantage à faire ressortir une vérité assez peu élogieuse à notre endroit : c'est que, nous aussi, lorsque notre intérêt le commande, nous savons opportunément faire abstraction des enseignements les plus caractéristiques et les plus récents de notre histoire.

Mais le drame de la collaboration dont le Maroc vient d'être tout à la fois le témoin et la victime, présente un aspect autrement réaliste et indéniable, car il plonge incontestablement ses origines dans les bas-fonds de la plus authentique collaboration instituée dans notre pays après la défaite consécutive à la dernière guerre.

Nous savons comment cette doctrine pernicieuse si contraire aux rites et canons de l'orthodoxie patriotique jusque-là proclamés seuls valables, cette nouvelle religion ou, pour mieux dire, ce schisme, avait établi chez nous son pontife, ses prêtres grands et petits et une masse non négligeable de fidèles : le premier étant chargé de fixer la ligne générale de conduite, d'endoctriner, de doper au besoin les adeptes, par l'intermédiaire des seconds, afin de susciter la mystique du culte nécessaire chez les troisièmes qui, par leur nombre et un zèle de tous les instants, étaient susceptibles d'encourager l'action persévérante des instigateurs du mouvement. Comme on le voit, le cycle était complet.

Une telle organisation, puissamment hiérarchisée et solidement implantée dans la métropole ne pouvait manquer d'étendre des ramifications importantes, d'assaimer des chapelles, dans nos dépendances d'outre-mer et d'y déterminer des concours d'autant plus résolus et fanatiques que les principes d'autorité y avaient toujours été seuls admis et que leurs chefs rivalisaient par réelle sympathie ou par prudent opportunisme et attentisme, de soumission servile au nouveau dogme et à son chef prestigieux.

Le fascisme triomphe

De tous ces territoires lointains, l'Afrique du Nord avec ses trois divisions administratives ou politiques de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc allait se distinguer par une sorte de surenchère véritablement outrancière. Ceux qui eurent le privilège d'assister aux démonstrations à grand spectacle organisées par la Légion des Combattants avec défilés impressionnants et prestation de serment des légionnaires, genou en terre, sous le signe de la francisque triomphante, purent se faire une idée de l'ampleur des manifestations hitlériennes de Nuremberg. Elles témoignaient incontestablement, comme c'est le cas pour les jeunes hérésies, de la fureur du culte voué au pétainisme et, malheureusement par extension, à ses inspirateurs d'au-delà de nos frontières, et d'un loyalisme croyant et pratiquant à toute épreuve.

Cela se passait à l'époque où le général Juin, rendu au maréchal Pétain, sur sa demande, après une brève captivité outre-Rhin, venait de succéder, à Alger, comme délégué du gouvernement de Vichy, au général Weygand, devenu subitement, on ne sait trop pourquoi, suspect de tiédeur envers le nouveau régime. A Rabat, gouvernait un autre pétainiste et collaborationiste d'envergure, le général Noguès, actuellement en exil volontaire à Lisbonne, avec, comme homme de confiance, le colonel Guillaume, directeur du Bureau des Affaires politiques à la Résidence générale.

Une ignoble période de notre histoire

La situation quasi-insulaire de l'Afrique du Nord allait lui permettre de jouer, dès le 8 novembre 1942, le rôle que l'on connaît. Libérée en premier lieu par le débarquement des troupes américaines, malgré la résistance acharnée opposée tout d'abord par les chefs français locaux, notamment au Maroc, moindre cependant en Algérie où les résistants avaient pris la précaution préalable d'interner les collaborationnistes les plus notoires et déterminés comme le futur maréchal Juin, afin de les mettre hors d'état de nuire, elle ne pouvait empêcher, par ailleurs, la Wermacht accourant à la rescousse, de s'installer en Tunisie avec la complicité de l'amiral Esteva, pour protéger le flanc de l'Afrika Korps engagé en Tripolitaine.

N'insistons pas sur les péripéties militaires de l'entreprise.

Mais au point de vue politique, on allait assister bientôt à la plus abracadabrante, à la plus inconcevable des tragi-comédies, dont le but fut de préparer la reconversion du collaborationnisme avec l'Allemagne de Hitler au collaborationnisme avec l'Amérique pour le ramener ensuite par une subtile manœuvre et grâce au truchement de cette dernière, au culte du fascisme tel que nous le voyons s'esquisser actuellement. Mais cela est une autre histoire.

Cette ignoble période de notre histoire démontre surabondamment à quel point l'intérêt de la patrie compte peu pour nos prétendus chefs, militaires, politiques ou autres, uniquement préoccupés de mesquines questions de préséance, de satisfaire des ambitions personnelles ou de sauvegarder des bénéfices ou prérogatives individuelles. Ce fut l'époque honnie entre toutes de l'âpre compétition Giraud-De Gaulle pour le pouvoir, assortie des machinations de Darlan, Bergeret et du Comte de Paris avec leurs supporters respectifs dans une atmosphère empuantie de relents de boue et de sang, qui empoisonna longtemps ce malheureux domaine libéré de la sujétion à l'ennemi et à ses sous-ordres pour mieux retomber sous la coupe de nos factions et cela, sous les regards apitoyés et méprisants de nos nouveaux amis. Le souvenir en demeurera un sujet de honte pour tous les vrais Français qui pouvaient encore témoigner à ce moment d'une certaine ferveur pour l'idéal patriotique.

Le général Giraud, candidat d'un clan de patriotes locaux, avait été accepté par les Américains lors de négociations secrètes qui précédèrent le débarquement auquel il n'assista d'ailleurs pas ayant été retenu au dernier moment par les scrupules ou le dépit que lui causait le fait de ne pas avoir vu ses propres plans de libération agréés et de ne pas avoir été reconnu comme chef suprême de l'expédition. Sa désignation présentait un double avantage : tout d'abord, sa fidélité et son amitié déclarées pour le Maréchal permettaient de le faire considérer comme son délégué officieux, le dépositaire et réalisateur des pensées et buts intimes de Pétain, prisonnier de l'ennemi sur l'honneur suivant la formule adoptée à l'époque. Ensuite, il avait été avant guerre l'un des chefs les plus prestigieux de l'armée d'Afrique. Tout cela concourait donc à le faire considérer aux yeux des conjurés, comme le plus capable de lui inspirer confiance et de la rallier à leurs vues à défaut de candidats de confiance sur place. Il était exceptionnellement indiqué pour faciliter le tour de passe-passe, d'escamotage en préparation. Le général de Gaulle se recommandait, lui, par sa qualité de premier résistant de France et par son attitude d'opposition au vichysme menée toute platoniquement et sans grands risques à Londres il est vrai, depuis juin 1940. Ses chances, malgré ses titres étaient cependant fort minimes pour ne pas dire nulles dans un territoire connu pour l'ardeur teintée de fanatisme de ses sentiments pétainistes.

L'amiral Darlan, présent fort astucieusement à Alger au moment du débarquement, allait déranger pas mal de projets, car il pouvait en sa qualité de dauphin du Maréchal de France exciper, non moins opportunément d'un blanc-seing de son maître et ne s'en priva pas, coupant l'herbe sous les pas de Giraud et autres compétiteurs et de leurs supporters respectifs. Ce fut à lui que se rallièrent, en définitive, ses adversaires et nos alliés soucieux avant toutes choses de conserver à leur entreprise de libération, un sens d'approbation et de continuité françaises après, il est vrai, de nombreuses entrevues orageuses auxquelles le général Clark, Commandant en chef américain, dut mettre un terme par un véritable ultimatum enjoignant aux différents candidats de se mettre d'accord pour le choix de l'un d'eux comme chef du gouvernement à défaut de quoi ils allaient être tous coffrés et le pays considéré et traité comme territoire ennemi vaincu.

(A suivre.)

Abonnez-vous à

l'Impulso

Tous les camarades et lecteurs qui le désirent peuvent s'abonner au journal des camarades italiens :

L'IMPULSO

« organe des groupes anarchistes d'action prolétarienne », G.A.A.P.

Envoyer 300 fr. à l'Administration du « Libertaire » : C.C.P. Robert Joulin, Paris 5561-76.

L'IMPULSO paraît sur 4 pages. Actuellement mensuellement et dans le courant de l'année paraîtra tous les 15 jours.

La radio du dimanche matin

Le réveil de Lazare

Notre Père qui êtes aux cieux, Restez-y...

Jacques Prévert.

Les femmes pleuraient devant la porte close de la maison de Lazare. Sa sœur se tordait les doigts en gestes convulsifs. Lazare, en s'isolant dans sa maison, avait enfermé le plat de lentilles aussi, et la sœur de Lazare était sans nourriture depuis que son frère s'était retranché du monde des vivants.

Jésus de Nazareth, que le peuple appelait Jésus le Guérisseur et, le plus souvent l'Auréolé, arriva sur la place encombrée par la populace. Les haillonneux de la Basse-Ville s'agenouillaient sur le passage de l'Auréolé, tendant vers lui leurs mains suppliantes supportant l'objet de leur affliction. La vierge présentait sur sa main nue sa feuille d'hymen desséchée par des décades de soleil. L'ouvrier de la onzième heure se lamentait dans l'attente désespérée d'une heure douzième. La statue de marbre tendait froidement sa feuille de vigne. L'esclave en rupture de soumission, cassant dans l'agenouillement sa carcasse affamee, cherchait désespérément à ressouder le maillon brisé de sa chaîne. Le veuf tordait fébrilement dans ses doigts la mèche de cheveux de son épousée. Quant l'Auréolé s'arrêta devant lui, le veuf eut grande honte de sa malignité, pénétré par la pureté de l'Auréolé disant :

— En vérité, je vous le dis, les portes du ciel resteront ouvertes pour celui qui osera se réjouir publiquement de son bonheur. Les portes du ciel se refermeront jusqu'au dernier rayon d'ombre pour celui qui ternira de sa fausse peine la Vallée des Larmes.

Et le veuf s'illumina soudain dans la paix du sourire. Tendant ses mains vers le ciel, il s'écria :

— Paix sur terre aux hommes de bonne volonté. L'épouse n'est pas ressuscitée.

L'Auréolé prit ensuite les mains de l'esclave. Il lui lia les poignets si fort avec la chaîne brisée que l'esclave ne put les dispoindre. Il plaça un pain entre les deux mains de l'esclave et dit :

— En vérité, je vous le dis, il est doux au ventre le pain de la résignation. Les portes du ciel s'ouvriront pour toi jusqu'à permettre l'entrée du pain des résignés. La sueur de l'esclave est douce à la terre des moissons. Peine avec joie pour ton Seigneur et les moissons seront belles et les pains seront grands et les portes du ciel s'ouvriront plus grandes sur le passage des esclaves soumis.

Et l'esclave, élevant vers le ciel ses poignets ensanglantés, s'écria :

— Maître, doux maître, je souffrirai pour toi.

L'Auréolé fit une halte devant la statue et commanda à la main tendue de se casser et de tomber. La main tomba et la feuille de vigne tomba aussi qu'il plaça ensuite sur le membre viril de la statue mutilée. L'Auréolé dit alors :

— En vérité, je vous le dis, Dieu seul créera la vie et ses ombres mouvantes et il ne sera de joie sur cette terre qu'en la chair mutilée. Statue aveugle, les hommes t'ont donné les formes. Je te donne la mutilation et que la peine insuffle ton marbre et que ton marbre ne soit plus une offense à la mortification.

Et des lèvres de la tête magnifique de la statue aucune parole ne sortit.

L'Auréolé s'approcha de l'ouvrier de la onzième heure. Il tâta les chairs flasques de ses bras et dit :

— En vérité, je vous le dis, il y aura une douzième heure quand les chairs seront durcies par l'effort. Ton maître passera à côté de toi alors. Ton maître s'arrêtera. Ton maître tâtera la chair durcie de ton bras et dira : « Viens vendanger la douzième heure de ma vigne. Mes autres serviteurs sont morts à l'ouvrage en pleine félicité. Et tu connaîtra la joie du labeur de la douzième heure sous la chaleur renaissante d'un soleil d'automne. Va te durcir encore la chair en ensevelissant les cadavres de mes serviteurs afin d'être prêt pour la douzième heure de mes vendanges.

Et l'ouvrier de la onzième heure, rayonnant de joie, s'écria :

— Maître, sois béni. J'offrirai grâce à toi une belle âme de félicité dans la chair durcie de mon cadavre de la treizième heure

L'Auréolé s'immobilisa devant la vierge éplorée. Il prit la feuille d'hymen qu'elle lui présentait et la considéra attentivement. Il en eut grande affliction et dit :

— En vérité, je vous le dis, la feuille d'hymen desséchée par les étés est aimée de la piété. Viens t'agenouiller dès l'aube dans la vigne du Seigneur et prie. La rosée céleste du Saint-Esprit rafraîchira la feuille de ton hymen desséchée et la tiédeur du fleuve de la vie te réjouira les flancs.

Et la vierge brandissant victorieusement la feuille desséchée de son hymen vers l'azur, s'écria :

— Gloire à toi l'Auréolé. Je m'ouvrirai les flancs au Saint-Esprit de tout l'espoir de mon âme.

L'Auréolé s'avança jusqu'à la sœur de Lazare pleurant abondantes larmes ainsi que ses voisines et lui demanda pourquoi de tant de désolation le sol était mouillé.

— Doux maître, répondit la sœur de Lazare en maîtrisant le bousculement de ses sanglots, mon frère m'a tenu hier au crépuscule un langage bien étrange. : « Ma sœur, dit mon frère, j'ai pris une décision à la suite d'une idée dont mon esprit fut empli de béatitude. » J'en fus bien étonnée, mon frère est l'idiot du pays et sa vie impie n'est que continuelle offense à Dieu. « Voici ce que j'ai décidé, continua mon frère : depuis la dernière lune, j'ai recherché une à une les baudruches de mes jours. Je les ai rangées dans la bergerie mais elles ont tant pris de place qu'elles gênent les moutons maintenant. Je vais les transporter de suite dans notre maison. » Et il le fit. Il rassembla dans la maison toutes les baudruches de ses jours. les disposa bien soigneusement, en mettant les plus douces au-dessus. « Regarde, ma sœur, dit-il après avoir terminé son ouvrage, la bonne couche que je vais offrir à mon repos. Mais j'ai besoin d'être seul dans cette maison pour m'endormir. » Je partis alors pour le laisser en paix. J'allai refaire la litière de la bergerie. Quand je revins, je trouvai la porte close. Je frappai. Je criai mais sans résultat. J'ai passé toute la nuit dehors et cette journée aussi. Je n'ai pas mangé. Le plat de lentilles et le pain quotidien sont restés dans la maison.

L'Auréolé, après avoir demandé silence aux pleurs des femmes, frappa à la porte de Lazare avec un bâton d'olivier et cria : « Lazare, lève-toi et marche ».

Le judas de la porte de Lazare s'ouvrit imperceptiblement et l'emmuré demanda à mi-voix :

— Passant, passant, d'où viens-tu ? Qui donc, cherches-tu. Pourquoi frapper à ma porte. dehors il y a ma sœur. Pars que le diable t'emporte, triste corbeau de malheur.

L'Auréolé dit :

— En vérité, je vous le dis, les morts marcheront. Lazare, ouvre tout grand ton judas et ferme ton cœur à l'orgueil.

L'Auréolé tenait à la main une cruche d'eau pleine afin d'en jeter le contenu au visage de Lazare et le réveiller définitivement par ce geste. Lazare vit la cruche d'eau par le léger rai de lumière du judas à peine ouvert. Il dit alors à l'Auréolé :

— En vérité, je te le dis, l'Auréolé, je ne suis plus de la dernière montée sur le Golgotha. Je sais les ruses des mortels : le bâton dans la roue, le bâton en retour, le bâton fouillant les plaies vives, le bâton de maréchage englué de vase, le venin de la langue habile, la carotte pour faire courir l'âne, la chanson de marche vers la Terre Promise, la viscosité gluante des flatteurs qui nous empoisonnent par l'oreille, la vanité des puissants, la sueur du pain encore que j'aie évité d'en souiller la Terre de Dieu. Je connais la plaisanterie de la cruche d'eau placée en haut de la porte entrouverte afin que celui qui la pousse le premier la reçoive sur la tête. Cete plaisanterie amuse toujours les soldats de César. N'espère pas l'Auréolé que je vais ouvrir le judas pour que tu m'envoies en pleine figure l'eau glacée du puits de la Vérité. Ma sœur me reproche chaque jour d'avoir ouvert la porte à mon errance et de m'avoir accueilli sous ce toit où ma mère me berça. Suis ta route, l'Auréolé. Sème la haine chez tes frères en offrant à leurs passions mal bêchées l'occasion de se manifester par l'alibi du spectacle de tes égratignures. Moi, je vais me coucher sur les baudruches de mes jours. Adieu l'Auréolé. Si tu veux mon avis, vas au puits de la Belle Samaritaine, le bonheur t'y attends, aie au moins le courage de t'offrir un peu de bonheur et puis à la Belle Samaritaine aussi.

Et Lazare partit se coucher et se rendormit en se marrant.

— Que ta volonté soit faite dit l'Auréolé en posant à terre sa cruche d'eau.

A CHANCELLE.

SÉLECTION de notre service DE LIBRAIRIE

Georges ARNAUD

Le salaire de la peur

390 frs. Franco 420 frs

Les aveux les plus doux

225 frs. Franco 255 frs

Mezz MEZZROW
Bernard WOLFE

La rage de vivre

690 frs. Franco 735 frs

Bertolt BRETCH

Le roman de quatre sous

930 frs. Franco 975 frs

Marcel DOMMANGET

Histoire du 1er Mai

750 frs. Franco 795 frs

C.C.P. 5561-76 R. Joulin

SERVICE DE LIBRAIRIE

Pour vos commandes de Librairie, consultez toujours le dernier numéro du journal paru.

Les prix indiqués sont compris, franco de port. L'achat direct à notre Librairie entraîne une réduction de la valeur du prix des tarifs postaux.

Commandes à Robert Joulin, 145, quai de Valmy, Paris-X^e

C.C.P. 5561-76

ROMANS

Le monde du sexe	Henry Miller .	525
Plexus	— .	1120
L'agent secret	Graham Green.	495
Voyage sans carte	— .	585
La croisade de Lee Gordon	Chester Himes.	840
Sur les pas de Moreill	Robert Neuman	735
Colin-Maillard	—	575
L'enquête	—	375
Enfants de Vienne	—	375
Et le buisson devint cendre	Manes Sperbert	645
Plus profond que l'abîme	—	435
Qu'une larme dans l'océan	—	465
La baie perdue	—	735
La mort en face	Emm. Robles.	435
La vérité est morte	— .	435
Monserrat	— .	435
Les marais	Domin. Rolin .	435
Les deux sœurs	— .	435
Ravage	René Barjavel.	245
Ma vie d'enfant	Maxime Gorki.	315
En gagnant mon pain	— .	375
Les enfants de Jérominé (I et II) ..	Ernst Weitcher	435
La hache de Wansbek	Arnold Zweig .	435
Le trafic des piastres	Jacq. Despuech	795
Allons z'enfants	Yves Gibeau ..	665
Les gros sous	..	525
La tour d'Ezra	Arthur Kœstler	405
Croisade sans croix	—	375
La lie de la terre	—	375
Le zéro et l'infini	—	390
Les hommes ont soif	—	825
Analyse d'un miracle	—	645
La grande maison	Mohamed Dib.	435
Le journal d'Anne Franck	Anne Franck .	435
Moscou sous Lénine	Alfred Rosmer.	645
L'enfant	Jules Vallès ..	245
Le bachelier	— ..	245
L'insurgé	— ..	245
Personne n'est dupe	Harrison	585
Bréviaire de la haine	Léon Poliakov.	825
André Breton	Victor Crastre.	645
L'atelier de Marie-Claire	Marg. Audoux.	165
L'état de siège	Albert Camus .	325
Actuelles	— .	370
Le malentendu — Caligula	— .	435
Les papiers	Jean Rousselot.	365
Nouvelles histoires extraordinaires.	Edgar Poë	245
Les peuples nus	M.-Pol Fouchet	675
Si l'Allemagne avait vaincu	Rand. Robban.	465
L'affaire Toulaev	Victor Serge ..	645
Barnum	Alain Sergent.	495
Les manats du Christ	Gustav Regler.	675
Les conquérants	André Malraux	435
Les coupables	Jean Alberni .	225
La condition inhumaine	J. Margoline ..	675
Littérature présente	Maur. Nadeau.	795
La fausse parole	Armand Robin	180
La statue de sel	Albert Nemmi.	630

LES ARTS

Pièces roses	Jean Anouilh..	445
Pièces noires	— ..	595
Charles Dullin	Lucien Arnaud	645
Théâtre populaire	Revue bimestr.	180
Chanson sans musique	Raymond Asso	345
André Gide	L.-Pierre Quint	1380

Pour les commandes de romans, nous signalons que nous pouvons expédier n'importe quel ouvrage (non inscrit sur notre liste) sous un délai de dix jours, en nous indiquant l'auteur et le nom de l'éditeur.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

et

LES LUTTES OUVRIÈRES

Préparons la Grève Générale

La question de l'Unité

L'UNITE des travailleurs, à la base, n'est plus un simple mot d'ordre, c'est un fait. Par contre, l'unité syndicale paraît bien lointaine. Chaque bureaucratie veut avoir son organisation à elle pour faire la politique de son parti ou pour ses propres intérêts de bureaucratie.

Cette division syndicale pèse d'un poids très lourd, car à chaque fois que les travailleurs sont d'accord pour agir ensemble pour leurs intérêts, les mots d'ordre confus et divers des centrales viennent jeter le trouble et l'hésitation. D'autre part, quand un mot d'ordre est lancé par une seule centrale, les travailleurs ne marchent pas parce qu'ils sont devenus méfiants. Ils soupçonnent un mouvement lancé par une centrale isolée, de buts purement politiques au service d'un parti ou d'un bloc impérialiste : les travailleurs n'acceptent de se battre que pour leur politique, c'est-à-dire pour les intérêts réels de la classe ouvrière et non pour la politique de l'un ou l'autre des blocs impérialistes. Deux exemples : la grève de 52 pour Duclos lancée par la seule C.G.T., fut un échec, la grève des traminots en novembre 53, lancée par la seule F.O., fut un échec, sauf à Rouen où les travailleurs obligèrent les chefs syndicaux à faire l'unité sur un programme revendicatif. Enfin, la division syndicale permet à chaque bureaucratie de retarder l'action ou de ne rien faire, en prétextant la mauvais volonté des autres syndicats.

Ainsi, l'unité profonde et réelle des travailleurs est mise en échec par la division au sommet.

La classe ouvrière, pour réaliser et sauvegarder une unité véritable, n'a qu'un moyen : faire pression sur les chefs syndicaux, en commençant par les plus proches de la base, exprimer dans les Assemblées, le mécontentement et la volonté des ouvriers. Déjà, en bien des points les dirigeants ont été obligés d'en tenir compte : non seulement en août, mais aussi au cours de la grève des traminots de Rouen, au cours de la constitution du Syndicat unique des cheminots de Caen, etc. Cette pression des travailleurs s'exprime aussi par la désaffection de beaucoup d'entre eux pour les syndicats. Devant la perte des effectifs, déjà les Centrales sont contraintes de parler d'unité, même si elles le font à contre cœur.

Enfin, si les chefs syndicaux préféraient saborder les syndicats et saboter le mouvement ouvrier plutôt que de s'unir, nous aurions, comme en août, l'arme des Comités de grève, **des Comités de lutte, d'unité, etc., qui rassemblant tous les travailleurs syndiqués de toutes tendances et inorganisés, font l'unité** avec ou sans les bureaucrates syndicaux.

La campagne de grève de 24 heures

A la suite de la journée revendicative, du 29 janvier, le bureau de la C.G.T. a lancé le mot d'ordre de « grève générale de 24 heures ». Il l'a fait devant le mécontentement des travailleurs, devant le danger de perdre son influence, donc sous la pression ouvrière. Il a compris que les travailleurs veulent autre chose que les grèves partielles recommandées jusque-là. Le nouveau mot d'ordre de la C.G.T. est une concession faite au mécontentement et à la volonté d'action des travailleurs.

Il est clair que nous marcherions pour une grève générale même de 24 heures, surtout si elle était lancée par les centrales unies, car ce serait dans l'espoir que l'action ne se limite pas à la 24 heure.

Mais les travailleurs hésiteront encore devant une grève de 24 heures car ils savent très bien que le patronat et l'Etat peuvent y faire face. Pour combattre efficacement, pour aboutir, on ne peut d'avance limiter la grève. C'est la résistance de l'adversaire qui dicte la durée de l'action.

Les travailleurs en ont assez :

• Des grèves partielles ou tournantes qui divisent la classe ouvrière devant un patronat de trusts unis.

• Des grèves étroitement limitées à l'avance, qui permettent aux capitalistes et aux gouvernants de prévoir les mesures anti-grèves.

• Des avertissements de toutes sortes.

ASSEZ D'AVERTISSEMENTS, NOUS, TRAVAILLEURS, NOUS VOULONS UNE ACTION REELLE, UNE GREVE GENERALE REELLE **qui mettra le Patronat et le Gouvernement** DANS L'OBLIGATION DE SATISFAIRE LES REVENDICATIONS OUVRIERES.

Les conditions d'une grève générale victorieuse

L'UNITE profonde à la base repose sur le fait que les travailleurs ont les mêmes intérêts généraux de classe à défendre. **C'est pourquoi un programme qui reflète ces intérêts doit souder toutes les catégories de travailleurs, toutes les professions, en un bloc irrésistible. Ce programme d'unité rappelle aux travailleurs qu'avant leurs revendications particulières, ils doivent s'ils veulent vaincre, défendre les revendications communes à tous. Ces revendications sont celles des travailleurs exploités et non pas spécialement, des métallos, des cheminots, des postiers, etc...**

Ce programme, adapté à la situation présente, c'est :

— 1° Une augmentation uniforme de 10.000 francs par mois.
— 2° Les 40 heures payées 48.
— 3° La suppression définitive des abattements de zone.
— 4° 1 mois de vacances payées pour tous.
— 5° Le paiement des journées de grève et des fêtes légales chômées.
— 6° La même retraite pour tous les travailleurs privés ou d'Etat et à la charge du patronat et de l'Etat.
— 7° Respect réel des droits syndicaux et politiques en France et aux colonies.
— 8° Retrait du corps expéditionnaire d'Indochine.
— 9° Arrêt des menées et répression colonialistes et indépendance des peuples coloniaux.

Il faut enfin pour que les dirigeants syndicaux soient contraints de lancer, dans l'unité, la grève générale et au besoin pour que l'action se déclenche, malgré leur silence ou leur opposition, mener un travail d'éclaircissement au milieu de nos camarades e pour cela :

• Exiger des Assemblées générales ouvertes à tous, **par entreprise (par atelier dans les grandes usines),** Assemblées où la parole sera donnée aux travailleurs **et non par priorité aux bureaucrates détachés de la vie de l'usine ou du chantier et plus fidèles aux ordres de leurs partis qu'aux intérêts ouvriers.**

• Exiger des délégués qu'ils soient au service de la base et non aux ordres des bureaux syndicaux et lutter pour le retour à l'élection des délégués par ateliers, les candidats étant choisis par les travailleurs eux-mêmes.

• constituer, **au moment de l'action,** des Comités **d'unité d'action,** des Comités de grève **élus en assemblée par tous les travailleurs syndiqués des diverses centrales et inorganisés, avec** un Comité central de grève **unifiant toutes les corporations, par localité (comme cela fut réalisé en août, à Nantes, notamment où les pouvoirs du Comité dépassèrent les pouvoirs préfectoraux), par département, avec au sommet un** Comité national de grève.

Il faut, en effet, compter que la grève générale peut se déclencher soit d'elle-même, soit se présenter comme la généralisation de grèves particulières à une corporation ou à un ensemble de corporations, comme cela se produisait au mois d'août.

La Fédération Communiste Libertaire **fut seule au mois d'août à combattre pour l'unité en appelant** les travailleurs à la réaliser au besoin malgré les chefs syndicaux, **en appelant à la généralisation de la grève et en demandant aux travailleurs de ne pas se fixer sur la convocation du Parlement, mot d'ordre faux et dangereux qui fit croire que la solution était là et qui fit croire ensuite à la défaite quand il s'avéra que le Parlement ne se réunirait pas. Pourtant, l'extension de la grève aux autres corporations, poussée quelques jours de plus, c'était la victoire.**

La F.C.L., seule depuis août, a préconisé la grève générale, qui aujourd'hui de mot d'ordre de propagande devient une nécessité de lutte ouvrière reconnue par tous, même par ceux qui nous traitaient par l'ironie il y a trois mois.

La F.C.L., enfin, par ses tracts, reproduits dans le « Libertaire », popularisait son programme ouvrier et appelait à une grève générale de démarrage le 29 janvier.

Les faits démontrent la justesse des positions de la F.C.L.

Travailleurs de toutes tendances, avec les travailleurs communistes libertaires, pour la victoire, ouvrière,

EN AVANT VERS LA GREVE GENERALE !!

La Fédération Communiste Libertaire.

L'AGITATION RURALE (IV)

LE COMBAT PAYSAN

CHIFFRES approximatifs disions-nous, et nous précisons que nous avons une certaine méfiance à l'égard de toute statistique, d'où qu'elle vienne. On ne peut s'imaginer tout ce que l'on peut faire dire aux chiffres.

Aucune comptabilité stricte n'existe dans les fermes, à part celles à rendement moyen ou important qui peuvent, pour établir leur imposition, avoir recours à un comptable. Les autres subissent le forfait, presque toujours établi au-dessus de la réalité. Les petits paysans savent bien qu'ils sont ainsi grugés, mais les frais de comptabilité engloutiraient le bénéfice qu'il y aurait pour eux à dénoncer le forfait.

Dans le dernier rapport de M. Leroy L. sur le revenu agricole, communiqué au Conseil National Economique, et ce pour la période 1951-52, les salariés agricoles auraient touché en moyenne moins de 200.000 francs, avantages en nature compris. Le revenu moyen par exploitation serait inférieur à 300.000 francs et l'on sait qu'à peu près tous les membres de la famille participent aux travaux. Il y aurait donc — toujours d'après ce rapport — un revenu plus faible de 50 % que celui de l'industrie.

L'agriculture en 1948 recevait 18.9 % du revenu national (18.2 % en 1938), en 1951 il tombe à 14,3 % et ce, malgré que ses recettes soient en hausse de 8.8 % sur l'année précédente, mais ses dépenses ont augmenté en même temps de 17,8 %. Pour 1952 il y avait 20,9 % de recettes en plus et 31,5 % de plus en dépenses.

Que peut-on sortir de tous ces chiffres ? Des pages de littérature si nous en avions le goût. Nous préférons retourner à la ferme, et voir d'un peu plus près quels sont les revenus secondaires, qui, après le blé et le lait, viennent emplir la lessiveuse !

Les sommes dérisoires offertes pour les pommes de table — abondantes — qu'il faut cueillir et non gauler, ont rebuté le courage du paysan, qui s'est contenté de récolter pour ses besoins

Quant aux pommes à cidre, d'une abondance exceptionnelle, il n'est pas exagéré de dire que 30 % aient été perdus, personne n'étant preneur. Des silos entiers sont là à pourrir dans les champs.

La Beauce, qui était dans le passé, grosse consommatrice des pommes à cidre du Perche, du fait de sa motorisation, a supprimé beaucoup de main-d'œuvre. Les ouvriers nourris à la ferme sont plus rares et les besoins en cidre réduit des 4/5e. Incidence secondaire mais importante localement, de la mécanisation.

La basse-cour fermière n'est pas à classer non plus dans les gros revenus. Nous prétendons même qu'elle est déficitaire. Pour le citadin, qui paie un œuf 30 fr. et quelquefois plus, ou le poulet de 3 livres 1.000 francs et plus, cela peut sembler une affirmation erronée.

Il faudrait ignorer, que d'une part l'aviculture est à peu près inconnue dans les fermes, que d'autre part il y a les ramasseurs (coquetiers est le nom professionnel de cette corporation, mais ils ont reçu du public une épithète qui leur va mieux : B.O.F.)

Dans la période de ponte abondante, il n'est pas rare que la douzaine d'œufs soit payée par eux 90-100 fr., dès que cette ponte ralentie 125-130, puis plus tard, encore, 180-200 fr. Il est extraordinaire qu'une fermière reçoive 20 francs pour un œuf. Nous disons bien une fermière, parce qu'en période de mue et de froid, il y a tout de même des œufs frais, mais qui sont la production des spécialistes avicoles pour 95 %.

Si l'on sait qu'en moyenne, les poules de ferme pondent 80 à 100 œufs par an maximum, payés 10 à 12 fr. en moyenne, que d'autre part le coût de la nourriture par tête est environ de 6 fr. par jour, il est aisé de se rendre compte du « revenu ». On peut nous objecter que la vente de la poule... à quoi nous répondrons qu'il a fallu la nourrir les 6 premiers mois de sa vie, sans aucun rapport ; d'ailleurs le prix ou kilog vif est entre 220 à 300 fr., ce n'est pas la fermière qui est cause qu'à Paris « sa » poule vaut entre 5 à 600 fr. le kilog mort,

Nous ne voulons pas entrer dans des détails trop techniques sur les maladies de basse-cour, qui, hélas, la déciment trop souvent, pourtant nous ne pouvons passer sous silence les avatars du lapin.

On a beaucoup parlé de la « myxomatose ». C'est un beau scandale, qu'avec leur maestria coutumière ceux qui prétendent gouverner, ont étouffé ; après que la presse eut fait ses délices de la chose sans donner, bien entendu, les éclaircissements désirés.

A ses débuts, cette épidémie fut une bonne affaire pour les B.O.F. Les cours sur les marchés ruraux tombèrent à 80 fr. le kilog vif, ce qui n'eut pas de répercussion en baisse pour le consommateur. Puis, ce dernier rendu méfiant par les échos de la presse, bouda le lapin. Il est à déplorer que le public soit si mal éduqué sur les questions alimentaires. Il était impossible de se tromper sur la qualité de la viande. D'ailleurs, il faut reconnaître que les ramasseurs ont assez de métier pour ne pas se tromper, surtout qu'une erreur dans ce cas, aurait été impardonnable et risquait de leur coûter très cher.

Dans les débuts de cette épidémie, les spécialistes ne savaient pas comment elle avait pu s'introduire en France. La contagion — d'après leurs recherches — nécessitait un contact étroit, soit entre lapins malades et sujets sains, soit entre ces derniers et les habitats contaminés.

Or, les règlements ne permettent d'importer de l'étranger en France, que du gibier tué et dépouillé. L'ultra-virus conserve sa virulence durant 3 mois dans les organismes morts. On a donc pu, sans le savoir, introduire en France une carcasse myxomatosée.

Un médecin de Paris, le professeur Armand Delille, phtisiologue distingué (« Chasseur Français », novembre 1953) membre de l'Académie de médecine et par surcroit propriétaire foncier en la commune de Chateauneuf-en-Thymerais (Eure-et-Loir), voyant son domaine envahi par les lapins de garenne, fit venir d'Australie du virus de la myxomatose et l'inocula à un certain nombre de lapins. Il fit à l'époque, à l'Académie d'agriculture, une communication qui suscita l'intérêt des membres de la docte assemblée, sans provoquer un seul signe d'indignation. Il faut dire que le débordement de cette expérience scientifique n'était pas encore connu. La propriété étant très bien close, ce grand savant prétend qu'il avait le contrôle rigoureux de son expérience de lutte contre le pullulement du garenne. Il ignorait ce docte phtisiologue, que les mouches et moustiques sont des agents propagateurs du virus incriminé, et que du grillage aussi haut soit-il n'empêche pas un insecte de passer au travers !

Une information judiciaire a été ouverte par le garde des Sceaux. Où en est-elle ???

Nous ne sommes pas des savants, nous. Mais nous connaissons une méthode beaucoup plus efficace pour empêcher le garenne de pulluler. Elle aurait le mérite — si elle était employée, mais nous sommes certains du contraire — d'avoir plusieurs effets salutaires, seulement il faudrait toucher au sacro-saint droit de propriété. Il suffirait d'alerter les braconniers de l'endroit, pour les prier d'accomplir librement une profession qui, que... ces habiles professionnels n'auraient pas commis autant de dégâts que ce savant avec sa seringue.

Des clapiers entiers sont détruits et le mince rapport de gens besogneux anéanti. Il reste à savoir si dès les beaux jours, les insectes par piqûres ne vont pas recommencer leur destruction du lapin domestique.

Il est impossible de chiffrer l'importance des dégâts que la myxomatose a pu causer et causera peut-être encore. Mais qui indemnisera les petites vieilles, qui au long des routes, cueillent l'herbe à lapin pour augmenter les 7.500 fr. par trimestre que leur alloue une société ô combien généreuse ! Sans parler de tous les autres producteurs, répartis dans 45 départements atteints ?

Si nous étions assez naïfs pour poser des questions au Secrétaire d'Etat à l'agriculture — et imaginer qu'il veuille nous répondre — nous l'inviterions à mener son information vers un lieu où nous pensons qu'il y aurait à glaner. Les troupes, ou autres personnes « made in U.S.A. » reçoivent-elles des denrées de leur pays ? Si oui, est-ce que le gibier ou toutes autres bêtes comestibles, même congelées, font partie de ces denrées !

Peut-être M. le secrétaire ignore-t-il que des virus comme celui de la peste aviaire par exemple :

« Est si résistant, qu'il peut survivre 3 mois dans la peau et 6 à 12 mois dans la moelle osseuse et les muscles des carcasses d'oiseaux congelé. — G. Lissot (Les maladies de la basse-cour).

Si le virus de la myxomatose a les mêmes « propriétés », et qu'il soit venu par des denrées importées des U.S.A., ce ne serait pas la première fois que nous recevrions ainsi ces sortes de cadeaux (doryphores, phyloxéras, etc...)

Mais on ne peut tout savoir, à moins que partant du principe qu'il ne faut faire nulle peine aux amis, le silence soit de rigueur.

(*A suivre.*) CARAL.

LA CLASSE OUVRIÈRE prête à engager la lutte

LA grève générale est en préparation. La C.G.T. par divers organes mène une propagande intense pour la réussite de cette journée. On constatera que le Comité Confédéral et le bureau de la C.G.T. entendent limiter cette grève à une durée de vingt-quatre heures. Nous dirons d'avance c'est peu. On sent immédiatement le frein. Vingt-quatre heures d'accord disent les haut placés mais pas plus. Car ils redoutent énormément la poussée révolutionnaire du prolétariat.

La peur, disions-nous, dernièrement, les tenaille. La peur d'être dépassés, la peur d'être submergés par un flot immense, unitaire, qui les balaierait comme poussière au vent. Cette limitation de l'action est déjà de bien mauvais augure. Est-ce que le prolétariat marchera pour si peu ?

Nous ne pensons pas que les leaders syndicaux soient aveugles à ce point et sourds en supplément. Ils ne sont pas sans méconnaître l'esprit des ouvriers d'usines, et de toute la classe ouvrière en cette époque. Les balivernes n'ont pas cours présentement et les vieilles histoires d'un prolétariat inactif, amorphe, désemparé, cela n'existe pas ce jour.

La classe ouvrière veut se battre mais elle entend se battre pour quelque chose de concret, de matériel. Elle veut que son action lui rapporte. Elle fait fi de ces grèves limitées, de ces grèves tournantes qui l'épuisent et si elle engage le combat elle veut aller jusqu'au bout, c'est-à-dire que son cahier de revendications comportant des nécessités d'extrême urgence, elle entend recevoir la satisfaction totale par une grève sans limitation.

La grève générale de vingt-quatre heures prévue et préparée par la C.G.T. serait faite pour l'obtention du minimum vital à 25.166 fr. Celui-ci a été repoussé par le gouvernement Laniel — il suffira de ce reporter au N° 383 du *Libertaire* pour en connaître les raisons — et, si nous lisons la presse syndicale et l'autre, on constate, d'après cette dite presse, que les travailleurs unanimes sont d'accord pour ce M. V. de famine.

Personne, à vrai dire, n'est contre et ce serait même absurde de le trouver trop élevé. Mais de cette manière, dont on nous l'explique, ça sent l'opinion préfabriquée, moulée à volonté, ça sent même un peu la démagogie.

Nous savons qu'il existe actuellement des salaires inférieurs à ce minimum vital proposé pour lequel on demande à l'ensemble des travailleurs de passer à l'action. Mais nous croyons quand même que, si l'on veut véritablement obtenir satisfaction et une victoire sur les affameurs, ce n'est pas 25.166 fr. qu'il faut à l'ouvrier, de quelque métier qu'il puisse appartenir, mais 40.000 fr. par mois, et surtout une compression sérieuse de la hiérarchie.

Nous ne jouons pas la surenchère et point n'est besoin de lire une presse à dévotion pour connaître la misère des foyers ouvriers. Nous sommes au cœur du problème que la classe ouvrière est prête à résoudre.

Nous sommes avec elle dans la lutte sociale, et, avec elle, nous sommes prêts à dénoncer toutes les trahisons et à briser tous les freins à son action qui sont envisagés dans les bureaux des Centrales Syndicales.

Tous les travailleurs sont d'accord pour une grève générale, mais ils ne veulent pas se battre pour des peccadilles. Ils veulent obtenir une victoire totale et pour cela la grève générale ne doit pas être limitée à une durée de vingt-quatre heures. Le gouvernement réactionnaire prend déjà des dispositions pour contrecarrer cette action, mais il ne pourra rien contre la volonté ouvrière, d'une grève générale illimitée.

Les bonzes syndicaux refuseront-ils de prendre leurs responsabilités ?

Robert JOULIN.

Un ami fidèle s'abonne...

Abonnez-vous !

Le commerce EST-OUEST

(*Suite de la première page*)

portant de sympathisants et de militants du Parti Communiste.

A ces sympathisants et à ces militants qui ne comprenaient pas l'alliance avec « *tous les Français* », la théorie des « *bons patrons* » et autres slogans de la « coexistence pacifique » alors qu'on leur avait toujours démontré dans le passé que « *la nature même des contradictions du capitalisme engendre la guerre* » donc qu'il ne peut y avoir de paix possible tant que subsistera le capitalisme, les dirigeants du P.C.F. rétorquaient la thèse suivante : « *Il est bien entendu qu'il ne peut pas y avoir de paix possible tant que subsistera le capitalisme, mais l'alliance avec la bourgeoisie* (« *tous les Français quels qu'ils soient* ») *doit retarder la guerre jusqu'à ce qu'une crise économique très violente crée les conditions de la liquidation des régimes capitaliste soccidentaux* ».

Nous avons démontré maintes fois l'erreur théorique monumentale contenue dans cette thèse car précisément le capitalisme déclenche la guerre pour éviter la crise mortelle et il déclenche la guerre dans la mesure, précisément, où la pression du prolétariat n'est pas assez puissante pour s'y opposer et imposer la solution révolutionnaire. L'alliance avec « tous les Français », en freinant l'action classe contre classes donne donc en fait la route libre à la guerre.

En soi, la position de la direction stalinienne est donc une trahison indiscutable de la révolution et une préparation de la guerre.

Mais voilà que le dernier aspect vraisemblable de cette position tombe dans le ridicule sous le coup du nouveau tournant de la diplomatie du Kremlin.

En permettant au commerce est-ouest de se rétablir, les dirigeants du Kremlin viennent de donner une soupape de sûreté aux capitalismes occidentaux acculés à la crise et peut-être même de leur permettre d'éviter cette crise pour un certain temps.

L'alliance classe ouvrière-bourgeoisie, préconisée par les dirigeants du P.C.F. apparaît donc désormais et sans faux-fuyant possible comme une position de collaboration de classe qui, en suivant les intérêts du capitalisme, ouvre la voie au fascisme, à la misère et à la guerre.

CHEZ RATEAU, A LA COURNEUVE

Un peu de respect de la personne humaine, s.v.p.!

IL fait — 6 degrés à la fonderie, cet été il fera + 45 degrés. Le sable est gelé, pour l'utiliser les ouvriers doivent le chauffer. On a installé des braseros au coke, ils dégagent beaucoup de fumée (on ne se voit pas à dix mètres), pas mal d'oxyde de carbone, et très peu de chaleur. Pour ce qui est de la fumée et des gaz délétères, les étuves s'en chargeaient déjà ! L'aération est insignifiante, 2 aspirateurs par travée s'avèrent nettement insuffisants. Une odeur caractéristique et tenace suit constamment le travailleur des fonderies. Pratiquement tout le personnel des fonderies est intoxiqué. Au bout de trois ans de travail dans cet enfer, l'ouvrier doit prendre un repos de six mois. On en profite pour le licencier, et si — par charité — on le réembauche c'est avec la perte de son ancienneté. La Sécurité sociale se refuse à considérer ces intoxications comme maladies professionnelles, en effet, l'oxyde de carbone est rapidement éliminé par l'organisme, et lorsque le malade se rend chez le spécialiste l'analyse du sang est négative, il n'y a donc pas de preuves légales ! Il faudrait que les prises de sang soient effectuées sur place en fin de journée. Signalons que de l'avis même des docteurs, l'ingestion quotidienne d'un litre de lait est sans effet pour ce genre d'intoxications. Evidemment, le jour de l'inspection de Sécurité, il n'y a ni fumée, ni poussières, ni courants d'air !

Le travail se fait aux pièces, comme les salaires sont faibles (107 fr. pour un O.S.1, 102 fr. pour un manœuvre) il faut pour gagner sa vie assurer des cadences rapides dans cette atmosphère irrespirable, avec la migraine chronique due au lent empoisonnement, et les chiourmes sur le dos.

Avec cela la direction est d'une morgue !... C'est souvent que les délégués se font éconduire sous le prétexte qu'on n'a pas le temps de les recevoir ! En août, le personnel a fait grève, il demandait la semaine de 40 heures payée 50, il n'a obtenu que le payement du quart d'heure de douches. Le mouvement manquait d'ensemble et d'organisation, il n'y a pas assez de solidarité entre travailleurs nord-africains et métropolitains. Mais que le patronat ne se frotte pas trop vite les mains, peu à peu l'unité de la classe ouvrière se réalise, d'autres combats viendront où les travailleurs prendront leur revanche inexorablement, malgré les échecs ou les reculs momentanés, l'histoire va de l'avant. Cette fois-ci c'est vers l'abolition définitive du salariat et du patronat, vers la révolution sociale que nous allons.

PAUL (correspondant).

Prochain numéro
du
libertaire
le
11 MARS 1954

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2e